

Contribution de Teréga à la Consultation Publique n°2019-014 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Teréga et Géométhane

DESTINATAIRE : Commission de régulation de l'énergie

EXPÉDITEUR : Teréga

DATE : 4 octobre 2019

Propos Liminaire

La CRE a publié le 23 juillet 2019 la dernière consultation publique de préparation de l'ATS2.

Elle porte sur le cadre de régulation et le niveau des revenus des opérateurs de stockage à horizon 4 ans.

S'agissant du cadre de régulation, Teréga a la volonté d'accompagner la CRE dans l'évolution du tarif ATS, mais souligne fortement le fait que la régulation du stockage ne se situe pas au même niveau de maturité que celle du transport. Le bon en avant que la CRE semble vouloir effectuer entre l'ATS1 et l'ATS2, apparaît comme très ambitieux, les risques restant *in fine* supportés par les opérateurs de stockage.

La CRE souhaite en effet d'une part aligner le stockage sur les principes de régulation en vigueur au transport, et d'autre part lui appliquer toutes les nouvelles mesures de l'ATRT7 qui traduisent soit une élévation du niveau d'exigence (ex.: régulation incitative des investissements) soit une réduction des perspectives de rendement. L'ATS2 vise ainsi, à l'instar de l'ATRT7, à resserrer l'assiette de rémunération des opérateurs (CMPC court terme pour les actifs nouvellement mis en service, actifs cédés, IEC) au risque de présenter des mesures qui ne couvriraient plus l'ensemble des coûts des opérateurs.

De même, les propositions de la CRE relatives à la reconnaissance de la performance commerciale des opérateurs, marque une rupture avec l'ATS1, l'incitation présentée pour l'ATS2 étant 10 fois inférieure.

En revanche, sur des sujets d'avenir tels que la R&I ou la digitalisation des opérateurs régulés, Teréga accueille favorablement les ouvertures de la CRE pour revoir si nécessaire l'enveloppe des OPEX à mi-tarif ou entériner le pilote de régulation TOTEX SI proposé par l'entreprise. Teréga encourage la CRE à poursuivre dans ce sens.

Teréga salue également la volonté de la CRE de combler un manque dans la régulation actuelle en proposant des pistes pour le traitement des coûts de démantèlement, mais considère que le mécanisme proposé à ce stade ne traite pas complètement le sujet. Dans l'attente de définir la couverture tarifaire idoine, Teréga propose pour l'ATS2 de prendre en compte ce sujet dans la définition de la prime de risque du stockage sur le CMPC transport.

S'agissant du niveau de revenu des opérateurs de stockage pour la prochaine période tarifaire, Teréga ne partage les orientations de la CRE, notamment sur les points suivants.

Tout d'abord, le niveau de rémunération marque une nouvelle rupture avec le tarif précédent (-125 pdb dans le scénario illustratif). Pour Teréga, cette évolution annonce une nouvelle réduction drastique de ses perspectives de revenus, 1 an après l'entrée en régulation des stockages.

Cette accélération de la décroissance du CMPC en France apparaît à contre courant de la tendance européenne. De plus, le CMPC présenté par la CRE s'appuie sur des hypothèses soit erronées - par exemple un taux d'IS différent de celui du Projet de Loi de Finance 2019 - soit par trop volontaristes et de nature à mettre Teréga à risque - par exemple le coût de la dette.

Par ailleurs, la prime de risque stockage paraît sous dimensionnée au vu de l'évolution du contexte réglementaire et notamment de la PPE.

Enfin, concernant les trajectoires d'OPEX, Teréga remet en question les retraitements de l'auditeur en ce sens qu'ils ne prennent en considération ni les spécificités de l'entreprise ni son contexte macro-économique.

Au delà de ces éléments, Teréga souligne deux autres points majeurs de la consultation publique :

- Tout d'abord, les indicateurs de productivité présentés par l'auditeur ne rendent pas compte de la réalité des faits. Que l'on considère les OPEX totales ou les CNE, les résultats de l'indicateur de productivité seront très différents de ceux calculés selon un "périmètre constant", défini spécifiquement, opaque car non reconstituable, et ne rendant pas compte des charges effectivement acquittées par les utilisateurs du réseau,
- Enfin, en comparant l'efficacité globale préconisée par l'auditeur aux revenus autorisés des entreprises, on constate qu'elle est 3,5 fois supérieure pour Teréga que pour Storengy. Teréga souhaite attirer l'attention de la CRE sur ce point et ne peut imaginer que cette recommandation soit *in fine* retenue.

Question 1 - Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

Teréga se positionne vivement contre l'introduction d'une telle mesure et considère que les évolutions envisagées semblent exploiter de façon opportuniste la conjoncture récente sur les marchés.

Toute évolution de la méthode devrait se faire de sorte à ce que le niveau global de rémunération reste adéquat. Or, les orientations affichées résulteraient, sur l'ATS2, en un taux de rémunération moyen inférieur au taux de rémunération reflétant l'approche de long terme dans la continuité des périodes précédentes. Si la CRE devait retenir cette orientation, il conviendrait pour éviter cet écueil d'ajuster le CMPC appliqué à la BAR historique.

En outre, une évolution méthodologique si significative, et porteuse de complexité, constitue un facteur de risque réglementaire majeur, d'autant qu'aucune analyse d'impact n'a été produite à ce jour, en contradiction avec les bonnes pratiques européennes en matière de régulation. Il conviendrait donc de refléter ceci dans le niveau de rémunération retenu.

La méthode envisagée ne constitue pas une amélioration pour déterminer le coût de financement d'un opérateur efficace. Au contraire, elle est empreinte d'un risque d'erreur car elle fait l'hypothèse, fautive, que le cadencement des mises en service dans la période tarifaire (et donc l'évolution de la BAR « nouveaux actifs ») détermine les levées de dette.

La réaction des investisseurs ne dépendra pas des conditions de financement sur les marchés au sein de la période tarifaire. Elle dépendra de leur capacité à gérer l'incertitude accrue sur le taux de rémunération global et leur perception du risque de non-couverture des charges financières (y compris sur les périodes tarifaires suivantes).

Teréga souhaite rappeler ici que dans son courrier adressé à la CRE le 15 juillet 2019, le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire fait référence à "l'objectif ambitieux d'atteindre la neutralité carbone en 2050" remplaçant le gaz naturel par du gaz vert. Un tel objectif ne pourrait être réalisable sans le soutien des investisseurs.

De plus, l'approche historique de détermination du taux de rémunération à moyen-long terme est d'une part cohérente avec la nature des investissements du secteur (un taux court terme ne saurait être justifiable) et d'autre part permet de lisser l'impact des périodes de sur- et sous-rémunération tout en assurant un niveau de rentabilité raisonnable à long terme. La différenciation envisagée viendrait remettre en question cette stabilité.

Enfin, la mise en oeuvre d'une indexation du taux appliqué aux nouveaux actifs viendrait réduire encore plus la prévisibilité du tarif.

Les évolutions envisagées n'apparaissent donc pas comme favorisant l'intérêt du consommateur final mais font porter un risque de désintérêt des investisseurs et donc de dégradation de la disponibilité des ouvrages.

Teréga estime donc que le maintien d'un taux de rémunération de la BAR unique et transparent, estimé selon une approche de long terme dans la continuité des périodes passées, est plus à même d'atteindre les objectifs affichés par la CRE d'un signal à l'investissement limitant les risques de sur- ou sous-incitation à l'investissement d'une période à l'autre.

Question 2 - Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Evolution des modalités de rémunération des immobilisations en cours:

La CRE envisage de modifier l'assiette des IEC à rémunérer en la restreignant aux seuls investissements de maturité supérieure à un an, i.e. dont le cycle d'investissement est supérieur à un an.

Teréga est défavorable à cette réduction de l'assiette de rémunération des immobilisations en cours.

Teréga considère en effet que :

- d'une part, cette disposition contrevient au principe de couverture des coûts telle qu'elle résulte des dispositions de l'article L.452-1 du code de l'énergie. En effet, les projets d'investissement en stockage ont un cycle d'investissement supérieur à un an dans la quasi totalité des cas. La modification impacterait principalement des achats de matériel effectués en cours d'exercice. Cependant, le coût, bien réel, de la trésorerie avant immobilisation de ces achats ne serait pas couvert.
- d'autre part, cette disposition s'avère contraire à l'objectif de la régulation de permettre des actions d'efficience des opérateurs. En effet, la mise en place de cette modalité de rémunération ne manquera pas d'introduire une complexité opérationnelle accrue. L'exclusion des investissements de maturité inférieure à 1 an de l'assiette de rémunération des IEC ne pourrait se traiter en masse et nécessiterait des traitements manuels ligne à ligne, ce qui serait source d'erreurs et d'inefficience dans la mesure où cette complexité engendrerait des charges d'OPEX supplémentaires tant dans le processus de traitement que dans la mise en place d'un contrôle dédié en vue d'en assurer le pilotage fin.

Un tel système introduit donc des coûts d'efficience sans doute largement supérieurs au "gain" espéré par le régulateur en termes de réduction de la rémunération des IEC.

Traitement des actifs cédés

Sur ce point, Teréga souhaite tout d'abord mettre en exergue que le changement de règle envisagé par la CRE est de nature à détériorer la rentabilité de l'entreprise et donc à

accroître son exposition au risque tout en lui interdisant de pouvoir bénéficier d'une incitation pour la bonne gestion des actifs cédés.

En effet, nous comprenons que les deux options de cadre de régulation présentées par la CRE ont vocation

- à partager la plus value de cession entre le marché et les opérateurs de réseau lorsque les actifs cédés n'ont pas été intégralement financés par le tarif (l'actif est cédé avant la fin de son amortissement),
- voire à restituer l'intégralité de la plus value de cession au marché lorsque les actifs cédés ont été intégralement financés par le tarif (l'actif est cédé après avoir été intégralement amorti).

Teréga ne peut souscrire à une disposition qui ne lui permette pas de récupérer une partie de la plus value de cession.

Si la CRE souhaitait maintenir cette orientation, il paraîtrait nécessaire que la cession d'actifs conserve un caractère incitatif significatif, de manière à garantir la volonté des opérateurs d'optimiser leurs ventes d'actifs immobiliers, pour le bénéfice de l'ensemble de l'industrie gazière.

Question 3 - Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?

Considérations générales sur les grands principes tarifaires

Teréga a la volonté d'accompagner la CRE dans l'évolution du cadre de régulation tarifaire du stockage.

En revanche Teréga souhaite rappeler le manque de maturité de la régulation de l'activité stockage, mise en oeuvre il y a moins de deux ans. En ce sens, il semble que vouloir répliquer le cadre de régulation d'une activité aussi mûre que le transport gazier, qui en est au 7ème tarif, dès le deuxième tarif du stockage, paraît être une évolution trop rapide.

Cela conduirait en effet le stockage à passer sans transition d'un tarif intégralement non incitatif (l'ensemble des charges et revenus sont couverts au CRCP) à un tarif incitatif pleinement mature.

En opérateur prudent et raisonnable, Teréga préconise de tenir compte de cet état de fait et d'adopter un cadre de régulation intermédiaire pour l'ATS2 pour ensuite envisager une régulation plus mature par la suite.

Coûts de démantèlement

Terega souhaite tout d'abord rappeler que **la couverture des coûts est un principe fondamental de la régulation**.

Aussi, compte tenu des incertitudes qui entourent la décarbonisation du système gazier à horizon 2050, Terega fait le constat que la couverture des coûts de démantèlement des actifs de stockage **n'est aujourd'hui pas traitée** par le cadre réglementaire.

Terega souligne l'initiative de la CRE qui semble partager ce constat et propose comme solution l'introduction d'un mécanisme de couverture via des provisions pour coûts de démantèlement.

Pour autant, compte tenu des enjeux et de la nécessité de bénéficier de réflexions approfondies pour traiter correctement le sujet, Terega considère **prématurée** la mise en oeuvre de la proposition de la CRE et privilégie une approche concertée et non précipitée.

Terega est d'avis que ce type de problématique fait partie intégrante des écarts de risques entre opérateurs de transport et opérateurs de stockage et propose que ce risque soit pour le moment couvert via la prime de risque en attendant l'introduction d'un mécanisme adapté et accepté par tous.

Terega ne partage donc pas la proposition actuelle de la CRE dans la mesure où les provisions telles que définies à ce stade ne prennent pas en compte la valeur globale des actifs et préconise la poursuite des travaux entre opérateurs et régulateur.

Apurement du CRCP :

Teréga n'est pas opposé à l'évolution envisagée par la CRE du mode d'apurement du CRCP.

Perception du Revenu Autorisé par revenus d'enchères et compensation :

Teréga est favorable aux grands principes tarifaires exposés par la CRE pour la perception du revenu autorisé des opérateurs de stockage.

Question 4 - Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Teréga est favorable à une période de quatre ans qui permet au marché d'obtenir la visibilité souhaitée et aux opérateurs de mettre en place leur plan d'entreprise sur une durée cohérente.

En revanche, Teréga s'interroge encore sur la maturité de la régulation du stockage de gaz.

Pour l'ATS2, un juste équilibre doit être trouvé entre l'introduction d'incitations et l'allongement de la période tarifaire afin d'éviter :

- de ne pas couvrir les coûts d'un opérateur efficace (trajectoires mal positionnées à partir du retour d'expérience limité de l'ATS1)
- d'obtenir un tarif volatile (évolutions marquées et erratiques du CRCP)
- d'augmenter le profil de risque relatif de l'activité.

Une fois encore, la régulation des stockages n'a été mise en place qu'en 2018 ce qui limite le retour d'expérience contrairement au Transport. **Teréga souhaite mettre en garde la CRE sur la tentation d'harmoniser les deux régulations alors que la maturité régulatoire de ces deux activités est incomparable.**

Question 5 - Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Absence de couverture au CRCP pour la majorité des charges d'exploitation

Tout d'abord, Teréga partage les principes de la CRE quant à l'incitation des charges prévisibles et maîtrisables.

Cependant, Teréga considère que le CRCP est le véhicule indiqué pour tenir compte du caractère encore immature de la régulation du stockage et mettre en place une régulation incitative intermédiaire.

Teréga ne revient pas sur l'ensemble des charges et produits portés au CRCP présentés dans la consultation publique mais souhaite mettre en avant deux items en particulier : les charges d'énergie et le gaz de performance.

Concernant les charges d'énergie, Teréga exprime que, d'expérience, elles sont plus difficiles à prévoir pour l'activité stockage que pour l'activité transport. Les charges d'énergie sont en effet très sensibles au niveau d'intensité de l'utilisation des compresseurs. Or les sollicitations du stockage sont erratiques, irrégulières et régulièrement intensives. Ce phénomène s'observe de manière accrue depuis quelques années et notamment depuis l'entrée du stockage en régime régulé. En effet, le recours au stockage est de plus en plus motivé par des opportunités de marché que par le passé, lorsqu'il était exclusivement consacré à satisfaire la consommation hivernale. On trouvera ainsi par exemple dans un passé proche, des journées au cours desquelles les stockages ont été utilisés à la fois en soutirage et en injection.

Teréga demande donc à la CRE de ne pas adopter la même incitation des charges d'énergie que pour le transport, mais d'opter pour un niveau intermédiaire, par exemple une couverture des écarts entre prévisions et réalisations effective de 90%.

Teréga est défavorable à l'exclusion du gaz de performance du CRCP. Teréga considère en

effet que le gaz de performance devrait être couvert au CRCP, conformément au principe de protection des opérateurs contre les variations de charges qui sont pour eux non maîtrisables. Le gaz de performance entre effectivement dans cette catégorie. D'une part la nécessité d'y recourir peut être difficile à prévoir et, d'autre part, la charge associée est soumise aux mêmes aléas de prix que les autres charges d'énergie. A tout le moins, il paraîtrait nécessaire que le gaz de performance bénéficie du même niveau de couverture que les charges d'énergie classiques.

Question 6 - Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Teréga a exprimé dans son dossier tarifaire ou à l'occasion des différents échanges bilatéraux avec la CRE, qu'elle partage son objectif de maîtriser les dépenses d'investissement.

Cependant elle aborde avec prudence les évolutions de la régulation incitative des investissements proposées par la CRE pour le tarif ATS2.

Application d'une bande de neutralité à +/- 5% autour du budget-cible pour les investissements de budget supérieur à 20 M€

Teréga considère qu'appliquer d'emblée une bande de neutralité réduite à +/- 5%, revient à attribuer à la régulation du stockage une maturité équivalente à la régulation du transport, ce qui n'est évidemment pas le cas.

En effet, si les investissements en surface des stockages peuvent présenter un niveau d'aléas comparable aux investissements de transport, ce n'est pas le cas des investissements subsurface.

On constate que les investissements subsurface relèvent d'un niveau de risque spécifique, et des extensions de budgets non prévues initialement sont plus fréquemment nécessaires. A titre d'illustration, tous les travaux sur les puits (nouveaux puits / workovers), peuvent être confrontés à des imprévus qui compliquent particulièrement les réalisations et perturbent leur bon déroulé.

Par conséquent, la régulation incitative des investissements des stockages devrait a minima distinguer les travaux de surface des travaux subsurface.

Enfin, au delà de la bande de neutralité autour du budget cible, il serait nécessaire que la CRE reste disposée à reconnaître des coûts additionnels liés à la gestion d'aléas non maîtrisables par les opérateurs.

Incitation des projets inférieurs à 20 M€

Teréga est favorable à cette disposition, mais alerte la CRE sur la nécessité de garder la bonne mesure des efforts d'audit à déployer pour contrôler la justesse des budgets des projets.

En effet, il conviendra de s'assurer que ces audits n'entraînent pas des charges de réalisation disproportionnées par rapport aux gains escomptés pour le consommateur.

Spécificité du gaz coussin

Teréga note que les achats de gaz coussin, bien que comptabilisés en CAPEX et immobilisés au sein de la base d'actifs régulés, consistent en pratique en des achats d'énergie. Lorsque les achats d'énergie sont comptabilisés en OPEX, ils sont couverts au CRCP. Teréga considère donc que les achats de gaz coussin ne doivent pas être soumis aux mécanismes de régulation incitative des investissements.

Un pilote de régulation incitative des charges SI fondé sur le modèle TOTEX:

Dans le cadre de son plan d'entreprise Impacts 2025, Teréga s'est engagé dans un programme de digitalisation afin de tirer profit des avancées technologiques dans le domaine du numérique et d'adapter ses infrastructures dans le cadre de la Transition Énergétique.

Concernant, les systèmes d'information (SI) spécifiquement, Teréga a proposé d'expérimenter¹ aux bornes de ses propres activités (transport et stockage) un pilote de régulation

- fondé sur un modèle de TOTEX ne distinguant plus les OPEX des CAPEX,
- incitatif, Teréga s'engageant à réduire dès 2020 son niveau d'investissement et proposant que le niveau de CCN prévisionnelles fixées dans le tarif soit engageant et définitif,
- moderne, car en adéquation avec les évolutions actuelles de la gestion des systèmes d'information : la digitalisation et l'externalisation des applications de manière à bénéficier de capacités de stockage échanges, partages de données ou de forces de calcul impossibles à posséder en propre.

Pour son pilote de régulation des SI, Teréga propose qu'aucune charge ne soit couverte au CRCP.

¹ Proposition faisant échos aux recommandations du Comité de prospective de la CRE d'expérimenter des "regulatory sandboxes"

Question 7 - Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Teréga est favorable aux propositions de la CRE qui apparaissent alignées avec sa demande.

Teréga est également favorable au fait de ne pas introduire d'incitation financière dès la mise en oeuvre d'un nouvel indicateur, afin de se laisser un temps d'observation adéquat.

Question 8 - Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 1 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

Teréga n'est pas favorable à cette disposition.

En effet, Teréga considère que cette réduction de l'incitation financière appliquée à la commercialisation de capacités constitue une rupture avec la régulation incitative du tarif ATS1, tout juste entré en vigueur.

En effet, l'incitation prévue par la CRE, équivalente à 1% des premiums des enchères de stockage, conduit à une enveloppe dix fois inférieure à celle de l'ATS 1.

Teréga souhaite rappeler ici que l'ATS1, entré en vigueur en 2018, a déjà marqué il y a 1 an une baisse considérable du revenu de l'activité stockage pour Teréga.

Teréga est donc opposée à une nouvelle mesure qui conduirait à réduire de manière aussi prononcée, le bonus récompensant la performance commerciale des opérateurs de stockage.

Question 9 - Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

Teréga considère normal que, lorsque les opérateurs de stockage ne respectent pas leurs engagements commerciaux, ils doivent dédommager leurs clients expéditeurs.

Néanmoins, Teréga considère que les mécanismes et dispositions contractuelles existants sont suffisants et prévoient déjà une juste compensation pour les expéditeurs en cas de défaillance des stockeurs.

En outre, Teréga rappelle que la CRE peut mettre en place et suivre des indicateurs permettant de rendre compte du respect des engagements commerciaux des opérateurs de stockage.

Teréga n'est donc pas favorable à cette disposition.

Question 10 - Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Cadre de régulation

Teréga est favorable à l'évolution du cadre de régulation prévue par la CRE dans la mesure où il apportera plus de flexibilité avec une possible réévaluation des OPEX de R&I à mi-période tarifaire.

En effet, la R&I de Teréga est une activité récente qui, si elle croît conformément aux prévisions, reste aujourd'hui en phase de développement.

Amélioration de la transparence

Teréga partage l'attachement de la CRE à la transparence sur les projets de R&I dans le respect de la protection des informations confidentielles. Cette transparence peut participer à l'animation de l'écosystème énergétique et donc à l'atteinte collective des objectifs stratégiques de transformation et décarbonation du secteur.

Teréga est donc disposée à présenter en concertation stockage ses orientations en matière de R&I, de manière à garantir l'adéquation entre ses travaux et les besoins du marché gazier dès lors que les projets déjà engagés ne seraient pas remis en question. De même, elle est également favorable à envisager des évolutions des rapports sur l'innovation et la R&I de manière à faire correspondre les ressources déployées pour leur élaboration avec les besoins de transparence sur ses activités.

Teréga rappelle néanmoins que ses programmes de R&I revêtent un caractère confidentiel. Ainsi, ni la concertation, ni les rapports publics, ne pourront être totalement exhaustifs sur les programmes de R&I déployés par l'entreprise.

Question 11 - Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

Taux de rémunération

Teréga souhaite rappeler que lors de l'entrée en régulation des stockages il y a moins de 2 ans, la CRE et les opérateurs ont construit un équilibre de régulation basé sur trois composantes : la Base d'Actifs Régulés, les durées d'amortissement et le taux de rémunération des actifs. Le taux de rémunération avait alors été évalué à 5,75% et considéré par la CRE comme équilibré et représentatif du niveau de risque lié à l'activité de stockage en France. Teréga s'inquiète aujourd'hui des conséquences d'un changement significatif de l'un de ces composant à peine 2 ans après le début de la régulation. L'équilibre établi serait

précocement remis en cause et induirait une rupture dans la régulation. De plus une telle dégradation est sans précédent comparé aux évolutions constatées lors des premières périodes tarifaires du transport sans pour autant que cela ne soit justifié.

A nouveau Teréga déplore le manque de transparence dans l'évaluation des orientations proposées. D'une part la procédure d'audit des demandes de taux de rémunération a été insuffisante, en particulier en l'absence de discussions contradictoires avec les experts mandatés et les services de la CRE². D'autre part, l'absence d'analyses et le peu de données présentées dans la consultation publique ne permettent pas de comprendre la fourchette proposée.

1/ La CRE ne présente pas l'analyse des risques sur laquelle elle dit fonder son appréciation du niveau de la prime. De son côté le rapport d'expert qui accompagne la consultation omet plusieurs facteurs de risques économiques et techniques. Corrigée de ces omissions, l'analyse montre en réalité que le stockage affiche un niveau de risque plus élevé que le transport de gaz et similaire aux terminaux méthaniers régulés, appelant une prime supérieure (une prime de 200 pbs étant retenue pour l'exploitation des terminaux méthaniers régulés en France).

2/ Avec une proposition de prime similaire à celle de l'ATS1, la CRE omet de prendre en compte l'évolution du profil de risque de l'activité. Celle-ci relève notamment de l'incertitude sur le rôle du gaz et des infrastructures gazières dans la transition énergétique, du risque confirmé de non recouvrement des investissements en cas de sortie de la PPE, et enfin du risque lié au passage à une régulation incitative comparable aux autres infrastructures régulées deux ans seulement après l'entrée en régulation.

3/ La CRE ne justifie pas non plus le positionnement de la prime dans le tiers inférieur de la fourchette recommandée par son expert (fourchette elle-même inférieure au niveau adéquat). Il est pourtant dans l'intérêt des utilisateurs de cibler le taux de rémunération des infrastructures régulées dans le quart supérieur de la fourchette estimée par les experts comme reflétant le niveau raisonnable attendu par le marché sur la période de régulation à venir. Le précédent réglementaire et la littérature académique confortent cette approche³.

Enfin, au delà du risque général d'activité et d'exploitation des sites de stockage de gaz naturel, Terega souhaite de nouveau insister sur la nécessaire couverture des coûts de démantèlement qui, faute de mécanisme adapté à ce stade, pourrait naturellement se faire via une hausse de l'actuel premium de rémunération (cf Q3).

Terega serait par ailleurs d'avis, s'agissant du taux de rémunération stockage, de ne plus raisonner en delta par rapport à l'activité Transport mais en valeur absolue compte tenu des

² Il apparaît dans les rapports publiés en annexe de la consultation que les éléments de réponse partagés par écrits par Teréga n'ont pas été intégrés dans les travaux

³ Dobbs, 2011, Modelling Welfare loss Asymmetries Arising from Uncertainty in the Regulatory Cost of Finance, <https://www.staff.ncl.ac.uk/i.m.dobbs/Files/Welfare%20loss%20JRegE.pdf>

spécificités de l'activité stockage.

Dans ces conditions, Teréga considère que le niveau de rémunération envisagé pour l'ATS2 est insuffisant, et qu'il doit être revu afin notamment de ne pas générer de rupture précoce de la régulation encore en construction de l'activité de stockage en France.
